

IAA
2 rue Kerivoal
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 13/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



STERGOZ

ROUTE DE PONT AVEN
29380 BANNALEC

Référence // N°AIOT : 0052900037

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement STERGOZ implanté ROUTE DE PONT AVEN 29380 BANNALEC. L'inspection a été annoncée le 10/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site STERGOZ, société du groupe Jean FLOC'H, exploite une usine de transformation et de conservation de viande de porcs. L'établissement relève du régime de l'autorisation site IED/Bref FDM. Effectif sur le site environ 100 personnes.

Courant 2019, l'exploitant a effectué des travaux de modernisation de ses installations frigorifiques avec une réduction de la charge en NH3; La charge est aujourd'hui de 1460 kgs, seuil à déclaration au titre de la rubrique 4735 avec deux circuits (direct et indirect). L'usine dispose de 2 Tour AéroRéfrigérantes, leur exploitation relève du régime de la déclaration.

Projet sur 2022 de modernisation des lignes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STERGOZ
- ROUTE DE PONT AVEN 29380 BANNALEC
- Code AIOT dans GUN : 0052900037
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Inspection annoncée le 24 mars et reportée au 27 avril 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants:

- présence d'un registre des déchets où sont consignés tous les déchets sortants, article 2 du

31/05/2021,

- ESP: présence de la liste, article 6 III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017, et vérification de 2 équipements,
- risques accidentels NH3: certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 19/11/2009,
- risque foudre : articles 19 et 22 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [à compléter](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection n'est pas entrée en salle des machines car le cr transmis ne donne pas une vision globale sécuritaire de l'installation NH3.

La dernière EDD transmise est celle de 2012, l'installation a été modifiée en 2019 donc il convient de prendre en compte l'évolution de l'installation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2	/	Sans objet
Annexe I – Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 1	/	Sans objet
Annexe I – Implantation – aménagement générales	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2	/	Sans objet
Annexe I – Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2	/	Sans objet
Annexe I – Exploitation - Entretien	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 3.2	/	Sans objet
Annexe I – Risques	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3	/	Sans objet
CONDITIONS GÉNÉRALES D'INSTALLATION ET D'EXPLOITATION	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	/	Sans objet
Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Sans objet
Section III : dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
Section III : dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Annexe I – Exploitation - Entretien	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 3.1	/	Sans objet
Annexe I – Risques	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Analyse du compte rendu d'inspection Périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un incendie a eu lieu en 2012 au niveau de l'installation dans la salle des machines NH3.

Au préalable à l'inspection, un ensemble de cr de vérifications ont été transmis mais les éléments ne permettent pas une vue globale de l'installation.

L'essentiel en terme de gravité est de faire un audit de l'installation frigorifique NH3 (conformité à l'AM) et de fournir un échéancier de travaux si nécessaire, de mettre à jour l'EDD et d'assurer le suivi des observations du rapport risque foudre.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Présence d'un registre des déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :— la date de l'expédition du déchet ;— la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;— la quantité du déchet sortant ;— le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;— le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;— le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;— le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;— le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;— la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.
Constats : L'inspection souhaite vérifier ce point car lors de la précédente inspection du 24/09/2019, il a été constaté une non-conformité sur ce point, l'exploitant s'étant engagé à la mise en place d'un registre. Au préalable à l'inspection, transmission du registre des déchets, l'inspection constate que ce registre n'est pas complet et comporte des erreurs de code déchets. Une nouvelle transmission est réalisée par courriel le 9 mai 2022, il manque le rajout de l'astérisque (*) pour les déchets dangereux. Demande de l'inspection: - apporter les compléments nécessaires afin de répondre à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, - transmettre les bordereaux d'enlèvement des déchets des équipements frigorifiques lors des travaux de la modification NH3 en décembre 2019.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Annexe I – Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : Le contrôle transmis le 14/03/2022 n'est pas un contrôle périodique, cette vérification ne permet pas d'avoir une vue générale de l'installation NH3 en fonctionnement actuellement. Lors des travaux de modifications de votre installation NH3, sur le PAC transmis en préfecture le 20/02/2019, vous indiquez page 4 « L'entreprise STERGOZ s'engage à être conforme à l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 4735". L'inspection demande si un audit a été mis en œuvre par une personne compétente afin de s'assurer de la sécurité globale de l'installation aux prescriptions réglementaires. Par courriel du 9 mai 2022, l'exploitant transmet un devis signé pour la réalisation d'un examen de conformité des installations frigorifiques par le prestataire APAVE, la date d'intervention transmise le 12 mai est donc fixée au 24 mai 2022. Demande de l'inspection: - transmettre l'audit de vérification des installations frigorifiques NH3, ainsi que, le cas échéant le calendrier des travaux associé.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Annexe I – Implantation – aménagement générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Prescriptions spécifiques aux installations avec NH3
Prescription contrôlée : L'installation est implantée de façon à ce que les murs extérieurs de la salle des machines (telle que définie au point 2.4.2 de la présente annexe) soient situés à une distance : [...] d'au moins 15 mètres des limites du site lorsque les quatre conditions suivantes sont respectées : les équipements de production du froid, à l'exception du condenseur, sont localisés dans une salle des machines. Les éléments de distribution sont situés à l'intérieur des bâtiments, ou, lorsque c'est physiquement impossible ou économiquement disproportionné, protégés par un capotage ; chaque capacité accumulative à haute pression du circuit contient une masse d'ammoniac limitée à 50 kg ; les tuyauteries en entrée et en sortie du condenseur sont protégées par un capotage, équipé d'une détection conformément aux prescriptions spécifiques aux installations de réfrigération du point 4.3.1 de la présente annexe. Le volume délimité par le capotage communique avec la salle des machines par une ouverture. La surface libre de cette ouverture est au moins égale à 20 % de l'aire délimitée par l'emprise du capotage sur la salle des machines ; la hauteur du point de rejet de l'extraction mécanique d'urgence est au minimum égale à 10 mètres (à partir du sol) ; d'au moins 50 mètres des limites du site dans les autres cas. [...]
Constats : L'exploitant a répondu partiellement à ce point le jour de l'inspection et par le courriel du 9 mai 2022. Demande de l'inspection: - vérifier du respect des distances d'isolement en fonction des caractéristiques techniques de l'installation et transmettre les éléments.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Annexe I – Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Prescriptions spécifiques aux installations avec NH3
Prescription contrôlée : Les salles des machines sont conçues de façon à respecter les prescriptions du chapitre 5 de la norme NF EN 378-3. NF EN 378-3, § 5.12.1. Portes et ouvertures Les salles des machines doivent avoir des portes s'ouvrant vers l'extérieur et en nombre adéquat pour assurer l'évacuation des personnes en cas d'urgence. [...] Les portes doivent être [...] à fermeture automatique. Elles doivent être conçues de manière à pouvoir s'ouvrir de l'intérieur (système anti-panique). [...]
Constats : Lors de la visite du site, l'exploitant indique la présence de deux portes coupe-feux, s'ouvrant vers l'extérieur avec un système anti-panique. Point confirmé par courriel du 9 mai 2022. L'exploitant devra justifier la mise en place effective des équipements sur les portes et ouvertures.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Annexe I – Exploitation - Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
Constats : L'exploitant déclare que le responsable de la surveillance de l'installation est M. Pascal KERVRAN (responsable technique) dont la nomination reste à formaliser. En post-inspection, l'exploitant met à disposition une formation de 7 heures en date du 29/04/2016 relative à la conduite et l'entretien des installations frigorifiques à l'ammoniac ; celle-ci a été dispensée par la société JCI, à 3 personnes du service technique du site dont un est aujourd'hui parti en retraite.
Observations : L'inspection conseille de renouveler la formation et de former des nouvelles personnes du service maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Annexe I – Exploitation - Entretien

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle et accès</p>
<p>Prescription contrôlée : Les personnes étrangères au site n'ont pas d'accès libre aux installations.</p>
<p>De plus, en l'absence du personnel d'exploitation, cet accès est interdit aux personnes non autorisées. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant déclare que les deux portes d'accès à la salle des machines sont maintenues fermées. Le site est clôturé.</p> <p>Présence d'un dispositif interdisant l'accès aux installations aux personnes non autorisées. Toutefois, l'inspection indique que les affichages ne sont plus lisibles.</p> <p>Demande de l'inspection: - transmettre les clichés des affichages refaits et correctement complétés.</p>
<p>Observations :</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Annexe I – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection Individuelle
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle adaptée aux risques présentés par l'installation, et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation ou mis à disposition permanente du personnel d'exploitation autorisé. Ces matériels sont facilement accessibles, entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel d'exploitation est formé à l'emploi de ces matériels.
Constats : Lors de la visite du site, l'exploitant indique la présence : - de trois masques à cartouche filtrante en service et un en stock, - de deux scaphandres avec masques intégrés, - d'une douche de sécurité et d'un rince-œil fonctionnels, à proximité immédiate de la porte d'entrée de la salle des machines, - d'un dispositif indiquant la direction du vent en bon état, sur la toiture de l'établissement. Transmission des cr de vérifications en date du 25/02/2022 indiquant "scaphandre conforme". Les cr des tests des masques, du 25/02/2022 avec des préconisations. Le cr de désinfection des équipements également réalisé par FORST.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Annexe I – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection 4.3.1.
Prescription contrôlée : 2. Prescriptions spécifiques à l'emploi de l'ammoniac (installations de réfrigération) Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones susceptibles d'être impactées par la fuite d'ammoniac, notamment les salles des machines, ainsi que les locaux et galeries techniques. Les parties de l'installation visées au point 4.1 sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. L'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants : <ul style="list-style-type: none">- le franchissement du premier seuil (soit 500 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 2 000 ppm dans le cas contraire) entraînant le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;- le franchissement du deuxième seuil (soit 1 000 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 4 000 ppm dans le cas contraire) entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente.
Constats : Par courriel du 26/04/2022, l'exploitant a transmis le compte-rendu (cr) de vérification dénommé "contrôle des EIPS et Sécurités des machines - Année 2021". L'exploitant a également transmis le CR de vérification des équipements reliés à la centrale à l'entrée de la SDM NH3, réalisé par le prestataire TELEDYNE, rapport d'intervention n°220314093638 (5 détecteurs). Celui-ci met en évidence l'activation de l'ensemble des asservissements réglementaires aux 1er et 2ème seuils de la détection NH3. Ce point est confirmé par le rapport d'intervention de la société OLDHAM. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si le site dispose d'une alarme audible en tous points se déclenchant au 2ème seuil, ce point a été transmis ensuite. Demande de l'inspection: <ul style="list-style-type: none">- transmettre l'étude préalable d'implantation des détecteurs, et la liste des détecteurs,- décrire et expliquer le franchissement des seuils et des dispositions de sécurité en place et vérifier la cohérence avec les indications de l'EDD (du 31/08/2012).
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : CONDITIONS GÉNÉRALES D'INSTALLATION ET D'EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Présence de la liste -Article 6III -
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Au préalable à l'inspection par courriel du 25/06/2021, l'exploitant a transmis une liste des équipements sous pression exploités au sein de son établissement ; cette liste "froid - NH3" n°1, comprend les récipients, tuyauteries et accessoires de sécurité associés à un groupe frigorifique NH3. L'inspection note l'absence de mention d'équipement à l'arrêt et/ou au chômage, point confirmé au moment de l'inspection. Lors de la visite, l'exploitant confirme la présence d'autres équipements sous pression (liste n°2 "ESP Pneumatique"...) soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. L'inspection constate que la liste n°1 précise, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance ainsi que les dates de réalisation de la dernière inspection périodique et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. Des incohérences sont signalées au niveau de la D.M.S, de la catégorie de risque pour plusieurs équipements. L'exploitant indique la mise ne œuvre du plan d'inspection (réf: PI n°001 rev.00), rédigé selon le cahier technique professionnel (CTP) pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression. L'inspection demande les derniers CR des inspections périodiques et requalification périodiques pour les équipements: - Bouteille BP, - Condenseur n°1 (2008), Il n'a pas été relevé de non conformités sur les CR. Demande de l'inspection: - transmettre les listes n°1 et n°2 revu et comportant l'ensemble de toutes les données attendues (art. 6 III), - s'assurer de l'exhaustivité de(s) liste(s), si incertitude demander la vérification d'un organisme habilité, - confirmer s'il existe des équipements en location soumis sur le site (stockage de gaz ...), - transmettre le plan d'inspection, si l'approbation est réalisée, par un organisme habilité, pour les équipements → bouteille BP et condenseur Baltimore de 2008.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyse du compte rendu d'inspection Périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : Lors de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni la liste des ESP NH3. L'inspection cible le contrôle de deux équipements, de façon aléatoire: 1/ Bouteille BP (1994) n°10466, 2/ Condenseur n°1 Baltimore (2008) n°POF0800433A. L'exploitant transmet les deux CR de ces inspections périodiques. La date de réalisation doit être cohérente entre la liste des ESP (06/10/2021) et les cr (09/07/2021). Les IP de ces deux équipements sont notifiés satisfaisants, et sont signés de la personne habilitée.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
Constats : Liste n°1 "ESP Froid -NH3" --> la date de la dernière inspection périodique est indiquée pour les différents équipements. La date de la prochaine inspection périodique n'est lisible. Demande de l'inspection: - la date doit figurer au format jour/mois/année Liste n°2 "ESP Pneumatique" --> la date de la dernière inspection périodique est indiquée pour les différents équipements. La date de la prochaine inspection périodique n'est lisible. Demande de l'inspection: - la date doit figurer au format jour/mois/année
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.-Il est interdit : -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : Liste des ESP Froid-NH3, l'inspection constate que la périodicité retenue est de 6 ans, pour fluide frigorigène toxique. L'inspection demande les cr des RP pour la Bouteille BP et le condenseurs n°1. 1/ Bouteille BP, la date de la requalification périodique est cohérente avec celle de la liste ESP présentée. La RP est prononcée. Par retour de mail du 12 mai 2022, l'exploitant transmet la photo de la plaque avec le report du marquage de l'équipement et le marquage de la RP avec la date du 26/09/2017 et la tête de cheval; 2/ Condenseur n°1, la date de la requalification périodique est cohérente avec celle de la liste ESP présentée. La RP est prononcée. Par retour de mail du 12 mai 2022, l'exploitant transmet la photo de la plaque avec le marquage de la RP avec la date du 26/09/2017 et la tête de cheval;
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Section III : dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre- Carnet de bord
Prescription contrôlée : [...] un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique
Constats : Lors de l'inspection, le responsable maintenance indique disposer d'un carnet de bord, le suivi est assuré par le prestataire APAVE. Demande de l'inspection : - transmettre un extrait de ce carnet de bord.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Section III : dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre- Suivi
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification.
Constats : Lors de la préparation de l'inspection, l'inspection consulte l'EDD du 31/08/2012 en p36/79, est indiqué "...le site a fait l'objet d'une AMR et étude foudre spécifique par un organisme agréé APAVE en cours de réalisation afin de valider les protections mises en place.[...]". L'inspection interroge sur le suivi et en post-inspection un CR de l'APAVE en date du 10/02/2022 est transmis. Ce compte rendu fait apparaître les 3 observations suivantes : - absence de parafoudre sur le TGBT, - absence de parafoudre sur la détection incendie, - absence de parafoudre sur la détection ammoniac. demande de l'inspection: - transmettre un échéancier de suivi et de mise en œuvre des actions correctives nécessaires.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet